

EPR Nucléaire Anglais: La Chine à la rescousse d'EDF



Le président chinois Xi Jinping, en visite à Londres, va annoncer l'accord de construction de 3 réacteurs nucléaires EPR à Hinkley Point, dans le sud-ouest de l'Angleterre pour plus de 34 milliards d'euros. En quelques années, la Chine est passée de pays novice à celui d'un constructeur incontournable au point de forcer les français à accepter la réalisation d'un réacteur nucléaire chinois dans le fief d'EDF en Angleterre.

Comble de l'accord, EDF s'engage à prendre tous les risques et c'est le citoyen français qui va devoir couvrir les pertes financières de cette nouvelle aventure devisée à 24,5 milliards d'euros pour la partie française. En échange, EDF recevra une subvention de 12,5 ct euro kWh pendant 35 ans. Ce montant offusque l'industrie anglaise qui craint une augmentation des prix de l'électricité.

2 EPR pour 24,5 milliards d'euros

Pour pouvoir signer cet accord, les chinois sont venus à la rescousse d'EDF et d'AREVA qui croulent sous une dette de 45 milliards d'euros et dont les capacités d'emprunts sont devenues limitées. En contre partie et certainement l'aspect le plus effrayant, Pékin pourra construire son réacteur nucléaire "made in China" sur le site de Bradwell dans le sud-est de l'Angleterre, sur un terrain détenu par sa filiale britannique EDF Energy! Cerise sur le gâteau, c'est EDF qui devra faire certifier la technologie française mise à la sauce chinoise. La capitulation est totale. ([lire le prochain accident en Chine ou en France](#))

En 2007, sous la direction d'Anne Lauvergeon, AREVA avait vendu 2 EPR à la Chine pour un montant de 7 milliards d'euros, la différence étant à la charge d'AREVA. Aujourd'hui, les 24,5 milliards d'euros financés par l'Angleterre se rapproche des coûts réels des EPR et explosent les prix du kWh nucléaire à plus de 12,5 ct d'euro bien loin des 8 ct du solaire et de l'éolien.

Au final, le groupe étatique chinois la China General Nuclear Power Corporation (CGN) prend la tête de ce consortium avec 33,5% de parts avec l'entreprise militaire la National Nuclear Corporation (CNNC). En théorie, la mise en service de ces deux réacteurs est prévue pour 2023. Le 3ème réacteur chinois sera financé en partie par Pékin et par les anglais.

Les médias français muet sur la fuite du nucléaire français

Alors que les médias de l'hexagone se félicitent de cette réussite et la réalisation de la première centrale nucléaire européenne depuis Fukushima, aucune mention n'est faite sur la perte de la maîtrise nucléaire française au dépend de la Chine.

Le virage technologique de Pékin a été réalisé grâce à la cession du savoir-faire français lors de la réalisation des 2 EPR sur sol chinois. Depuis, AREVA/EDF retrouve sur son chemin systématiquement le groupe étatique CGN. Les chinois vont d'ailleurs réalisé seuls un EPR au Pakistan grâce à des coûts plus bas que la France mais qui laisse augurer le niveau de qualité et de sécurité du "Made in China".

De plus, EDF/AREVA vont devoir garantir pendant 35 ans la livraison d'uranium aux anglais alors que le groupe peine à garantir l'approvisionnement pour ses propres centrales françaises. Ainsi EDF devra donner la priorité du combustible nucléaire aux anglais au détriment des français.

L'Angleterre coupe ses subventions au renouvelable et transfert le tout dans le nucléaire

En même temps que l'annonce de ce subside au nucléaire, le gouvernement de Cameron annonce l'arrêt des subventions aux installations renouvelables solaires, éoliennes et de biomasse.

Le deal pourrait peut être revisité par la commission européenne car Vienne conteste l'octroi par Londres d'un prix garanti élevé pendant 35 ans pour l'électricité produite par la future centrale, une disposition avalisée par Bruxelles. L'Autriche s'oppose également à une garantie qui peut s'élever « jusqu'à 17 milliards de livres » apportée au projet par l'Etat britannique, ainsi qu'une clause de dédommagement en cas de fermeture anticipée de l'installation.

Le 2 juillet 2015, une alliance germano-autrichienne de dix fournisseurs d'énergie et services

municipaux avaient également annoncé une plainte contre le projet, qu'elle accuse d'augmenter le risque d'une distorsion de concurrence au détriment des énergies renouvelables. Ce subventionnement est également contesté par des ONG de défense de l'environnement, des responsables politiques écologistes et d'autres Etats membres de l'UE, comme le Luxembourg.

EDF: Une cession d'actifs de 10 milliards d'euros

Pour financer les investissements en Angleterre et satisfaire aux exigences des agences de notation, EDF va devoir réaliser des cessions d'actifs massives d'au moins 10 milliards d'euros d'ici à 2020 avec la vente de sa société italienne Edison et ses parts dans l'américain CEGN. EDF s'est engagé à dégager un cash-flow libre positif après dividende en 2018, mais ce scénario relève de la science fiction tant le business model de l'entreprise est déficient.

Pour EDF, la centrale nucléaire d'Hinkley Point est un pari osé. L'expérience montre des retards importants et des surcoûts abyssaux lors de la construction de l'EPR de Flamanville à Taishan en Chine et surtout à Olkiluoto, en Finlande. Dans tous les cas, les devis initiaux ont été explosés.

Notre dossier

[Nucléaire: L'Autriche refuse les subventions de l'EPR Britannique](#)

[Nucléaire: Le prochain accident en Chine ou en France?](#)

{rokcomments}